

En page 2 :

Souvenirs du capitaine Bouchardon, rapporteur au 3^e conseil de guerre, qui vient d'être démobilisé.

LA RATIFICATION DU TRAITE VOTÉE PAR LA COMMISSION DE LA CHAMBRE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.177. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON

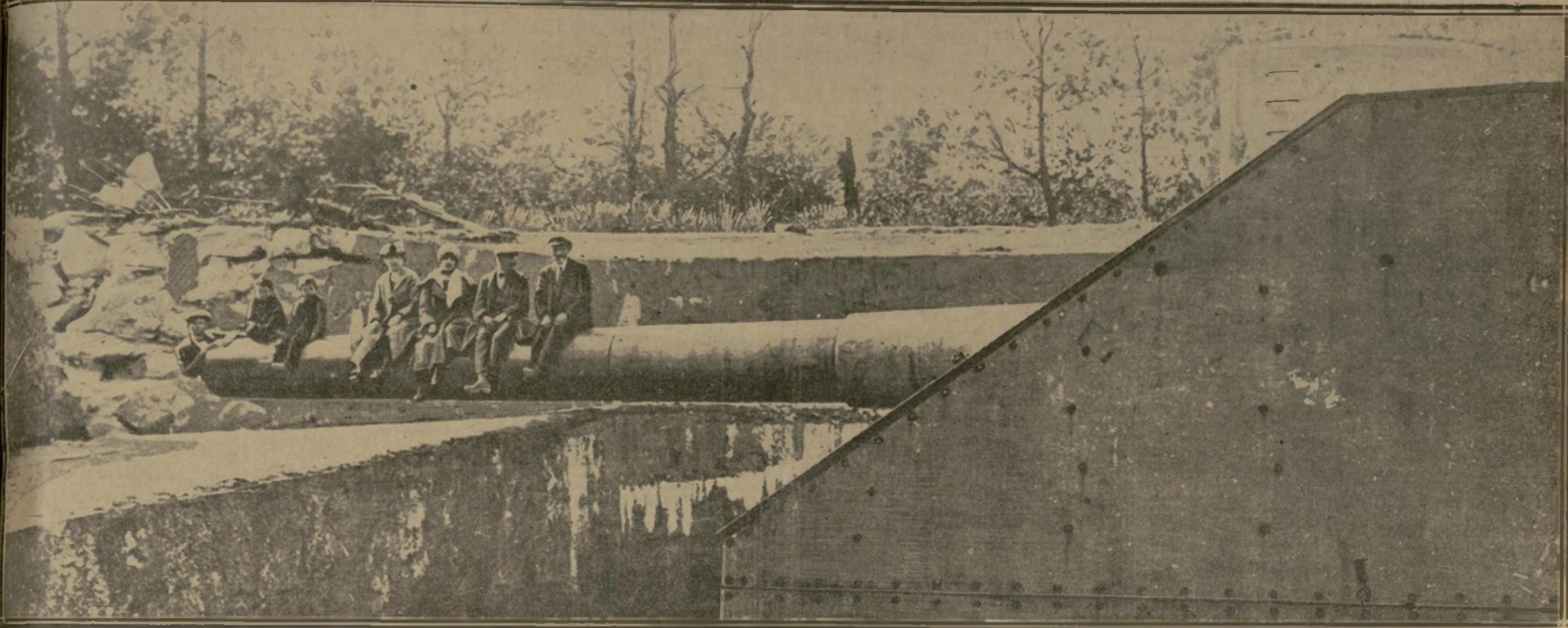
20, rue d'Angoulême, Paris.

SAMEDI
2
AOUT
1919

Homme, ne cherche plus l'auteur du mal : cet auteur, c'est toi-même.

J.-J. ROUSSEAU.

LE TOURISME SUR LES CHAMPS DE BATAILLE DE BELGIQUE



PROMENEURS ASSIS SUR LE TUBE DU FAMEUX CANON DE 380, SURNOMMÉ « LANGE MAX », QUI BOMBARDA DUNKERQUE DE MOERE, PRÈS D'OSTENDE



DEVANT LES RUINES DE L'ÉGLISE DES PÈRES, A DIXMUDE



AU « CIMETIERE DES TANKS », A LENGEVELT, PRÈS D'YPRES

Les habitants des régions ravagées par la guerre trouveront certainement dans l'avenir une compensation relative à leurs malheurs dans l'afflux de touristes de tous les pays qui, pendant de longues années, viendront visiter les lieux historiques où fut sauvée la paix du monde. Déjà, ce tourisme a reçu un



LA VISITE CLASSIQUE AUX HALLES D'YPRES, INCENDIÉES

embryon d'organisation en France. En Belgique, beaucoup de voyageurs circulent actuellement en auto, à bicyclette et même à pied, à travers les villes dévastées. Ypres est l'un des lieux les plus fréquentés, et aussi Ostende, où sont encore visibles l'épave du « Vindictive » et le canon qui tirait sur Dunkerque.

Ayuntamiento de Madrid

LA RÉALISATION D'UN RÊVE

POUR L'EXÉCUTION PROCHAINE
DU TUNNEL SOUS LA MANCHE

Une commission de six membres — trois Français et trois Anglais — va être désignée pour étudier les moyens de mener à bien cette gigantesque entreprise.

Le gouvernement britannique présentera le bill pour le tunnel à la Chambre des Communes quand cette commission aura terminé ses travaux.



LA FALAISE DU CAP BLANC-NEZ sous laquelle se trouvera l'entrée du tunnel de la Manche.

Le projet vaste et hardi du tunnel sous la Manche, qui souleva, de part et d'autre du détroit — mais surtout en Angleterre — des controverses si passionnées, va-t-il enfin aboutir ? En tout cas, un grand pas a été accompli vers sa réalisation, et les pourparlers avec le gouvernement britannique, rompus depuis 1873, vont être repris avec plus de chances de succès que jadis.

Le passé du tunnel

Ce fut par la loi du 2 août 1875 que l'Etat français approuva et déclara d'utilité publique le projet du tunnel sous la Manche, présenté par l'Association française pour le chemin de fer sous-marin. Il s'agissait de creuser, sous le lit de la Manche, un tunnel partant de Sangatte et aboutissant à un point de la côte anglaise entre les Dunes de Douvres et appelé « Shaker's Cliff ».

Les travaux furent commencés aussitôt, à la fois sur le littoral français et le littoral britannique. De notre côté, l'expérience fut poussée assez loin, et une galerie fut creusée jusqu'à 1 kil. 500.

A l'heure actuelle, à Sangatte, l'usine du tunnel « existe » encore ; ce fut de là que l'Etat français tenta de s'envoler vers l'Angleterre et que Bériot partit, il y a dix ans, pour accomplir la première traversée de la Manche.

On sait que le projet de 1875 n'aboutit point, en raison de l'opposition qu'y fit l'opinion publique britannique, jalouse de conserver à l'Angleterre sa situation insulaire et son « splendide isolement ». Le gouvernement anglais présenta bien un bill à la Chambre des communes, mais fut obligé de le retirer presque immédiatement.

L'affaire en resta là. Mais les années passèrent. L'entente cordiale fut conclue, et déjà un revirement d'opinion se dessina en faveur du tunnel. La guerre survint, et l'amitié franco-britannique s'y développa à un tel point, que le projet, si violemment discuté en 1875, apparut presque comme une nécessité.

Dans cet esprit, M. Clavelle, ministre des Travaux publics, institua, en septembre 1918, un « comité d'études pour les travaux du tunnel ». Ce comité, que préside M. Goussier, inspecteur général des ponts et chaussées, et dont M. l'ingénieur en chef Voinet est le rapporteur, examina la question au triple point de vue économique, juridique et technique.

Deux galeries sous-marines de 53 kilomètres

Le rapport qui vient d'être remis à M. Clavelle conclut à la reprise des pourparlers avec l'Angleterre pour l'exécution du projet, et les savants techniciens membres du comité proposent les procédés modernes les plus perfectionnés pour le percement du tunnel.

Si les suggestions du comité sont adoptées définitivement, le tunnel comportera deux galeries sensiblement cylindriques de 6 mètres de diamètre. L'intérieur de ces galeries serait pourvu de revêtements en béton armé. Quant à la longueur de la voie sous-marine, elle serait de 53 kilomètres.

Le choix du mode de traction a été longuement étudié, on s'est finalement accordé sur l'adoption de la traction électrique, qui a semblé présenter les plus grands avantages et les moindres inconvénients.

Ce serait la mer elle-même qui évacuerait les déblais

Une des plus grosses difficultés qui se présentent dans la réalisation d'un tel dessein, c'est celle de l'évacuation des déblais. Or, des ingénieurs ont présenté, pour résoudre cette difficulté, un projet singulièrement audacieux, consistant à creuser des puits et à établir une canalisation au fond de la Manche, de manière à amener dans le tunnel en construction l'eau de la mer elle-même, pour qu'elle entraîne les déblais de toute la force de sa formidable pression.

Mais il a paru imprudent d'ouvrir ainsi à la mer un chemin vers le tunnel, et cette conception a été modifiée de la façon suivante : on creusera deux puits sur le littoral, un de chaque côté du détroit, de telle sorte que leur niveau soit inférieur à celui de la base mer, et ce sera l'eau de ces puits qui viendra dans le tunnel avec une force encore suffisante pour chasser les terres de déblai.

Les pourparlers pour l'exécution

Avant une connaissance du rapport du comité d'études, M. Clavelle a institué, M. Clavelle a écrit, le 31 juillet, à l'Association française pour le tunnel sous-marin, qui est toujours qualifiée pour exécuter le projet. Par cette lettre, le ministre des

Travaux publics demande à la société si elle entend poursuivre la réalisation du tunnel dans les conditions préconisées par le comité d'études, et en particulier si elle est décidée à faire l'essai du système d'évacuation des déblais tel qu'il est exposé dans le rapport.

D'autre part, le ministre a écrit à son collègue des Affaires étrangères pour lui demander de vouloir bien saisir de nouveau le gouvernement anglais de la question et de rechercher la conclusion d'une entente prochaine et définitive sur les bases de l'arrangement préparé en 1875.

Dans ce dessein, une commission de six membres sera nommée, comprenant trois Français et trois Anglais. Lorsque cette commission aura terminé ses travaux, le gouvernement britannique présentera le bill pour le tunnel à la Chambre des communes, où il semble qu'il existe déjà une forte majorité en faveur de l'adoption de ce bill.

Et le rêve de 1875 deviendra réalité... Léon Grou.

LA RECONSTITUTION
DES RÉGIONS LIBÉRÉES

L'unité de direction réalisée

M. Clemenceau a réuni, hier matin, dans son cabinet : MM. Klotz, Clavelle, Loucheur, Lebrun, Jeanneney, Vernet, président de la commission interministérielle des régions libérées, et M. Morain, préfet de la Somme.

Au cours de cette conférence, les termes de l'organisation nouvelle des services de la reconstitution des régions libérées ont été définitivement arrêtés. Les modifications apportées au régime actuel réalisent l'unité de direction, tant dans le service central que dans le cadre du département. A l'administration centrale, les services de reconstitution sont dirigés par deux directeurs généraux, placés sous l'autorité immédiate du ministre. L'un pour la partie administrative, l'autre pour la partie technique, concerne les travaux de reconstitution.

Dans les départements, le préfet, assisté dans les mêmes conditions d'un secrétaire général, pour la tâche administrative, et d'un directeur général pour les travaux de reconstitution, sera le chef unique de tous les services.

Tous les services subordonnés ont été réorganisés d'une étude approfondie et organisée de façon à obtenir le maximum de rendement. En outre, pour éviter les retards apportés jusqu'ici à l'exécution des travaux par l'obligation d'en référer au service central, une large déconcentration des pouvoirs est consentie au profit de l'autorité départementale.

Dans le but de donner aux préfets des régions libérées l'autorité indispensable pour l'accomplissement de leur haute mission, il a été décidé qu'à la tête de chacun des départements libérés, un fonctionnaire sera placé, chef de fonctionnaires de la classe la plus élevée. La liste en a été arrêtée. Les nominations paraissent aujourd'hui au Journal officiel.

Un important mouvement préfectoral

Par décret du président de la République, en date du 1^{er} août 1919, est chargé, à titre de mission temporaire, des fonctions de préfet de la Seine : M. Rault, conseiller d'Etat.

Sont nommés préfets : de la Meuse, M. Ogier, directeur du contrôle et de la comptabilité au ministère de l'Intérieur ; des Vosges, M. Rouvier, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur ; de l'Oise, M. Armand Bernard, préfet des Alpes-Maritimes ; de l'Aisne, M. Saint, préfet des Bouches-du-Rhône ; des Ardennes, M. Brisac, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques.

Les préfectures placées hors classe

Aux termes d'un décret en date du 1^{er} août 1919, le gouvernement vient d'élever à la hors classe toutes les préfectures des régions libérées : Meuse, Vosges, Oise, Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Meurthe-et-Moselle et Morbihan. Il n'y avait, jusqu'alors, que trois préfectures hors classe, celles de la Seine, de la police et du territoire de Belfort.

LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE
DES TERRITOIRES DÉVASTÉS

Une commission allemande à Versailles. La commission allemande des reconstitutions industrielles est arrivée hier matin à Versailles.

Elle est composée de MM. Richter, Berger, Sibersmidt, Becker, Kube, Pfus, Kortharier, Mertens.

Tous ces commissaires sont des entrepreneurs de travaux publics qui viennent de Spa.

AU PALAIS-BOURBON

LA COMMISSION DE LA PAIX CONCLUT
A LA RATIFICATION DU TRAITÉ

CETTE DÉCISION A ÉTÉ PRISE PAR 34 VOIX CONTRE 1 ET 2 ABSTENTIONS

M. Georges Leygues, ministre de la Marine, avait auparavant indiqué à la commission que le désarmement naval de l'Allemagne est complet et qu'elle ne garde que 130.000 tonnes des 800.000 qu'elle possédait avant la guerre.

M. BARTHOU DONNERA LECTURE DE SON RAPPORT GÉNÉRAL MARDI PROCHAIN

La commission de la paix s'est réunie, hier soir, sous la présidence de M. René Viviani.

M. Georges Leygues, ministre de la Marine, a été entendu d'abord. Répondant aux questions de l'amiral Bienaimé, MM. Augagneur et Guernier, il a rappelé le rôle joué par la marine française dans la Méditerranée, théâtre d'action qui, de fait, des accords entre Alliés, lui était dévolu. Il a précisé qu'elle avait rendu possible la communication de l'Europe avec l'Afrique, la Grèce et l'Asie. Il a déclaré que cette marine devait demeurer égale à elle-même et conserver sa puissance, le traité de paix ne prévoyant pas une flotte internationale mise au service de la Société des nations, pas plus qu'il ne prévoit l'organisation d'une armée internationale. Répondant à une question de M. Cornudet, le ministre de la Marine a rappelé que le traité laisse le canal de Kiel sous la souveraineté de l'Allemagne, la liberté commerciale étant maintenue pour tous les navires. Il a indiqué que le désarmement naval de l'Allemagne est complet et qu'elle ne garde que 130.000 tonnes des 800.000 qu'elle possédait avant la guerre. Après le départ du ministre de la Marine, M. Viviani a appelé la commission à statuer sur le traité.

M. Marin a déposé quatre motions préjudicielles. L'une a été repoussée ; les trois autres ajournées pour débat après la lecture du rapport de M. Barthou.

LA COMMISSION DU SÉNAT
POUR SUITE SON ÉTUDE

La commission des affaires étrangères du Sénat a entendu, hier, la lecture du rapport de M. Couyba sur les clauses politiques et territoriales du traité de paix concernant la Belgique, le Luxembourg et les pays de la rive gauche du Rhin : provinces rhénanes et Palatinat ; M. Douville a lu ensuite son rapport sur les clauses politiques concernant l'Etat tchéco-slovaque, la Pologne, la Prusse orientale et le Shav g ; M. Noël a fait un exposé sur les clauses économiques concernant les ports, les voies d'eau et les voies ferrées.

La commission se réunira à nouveau mercredi.

LE SECTIONNEMENT ELECTORAL

3 CIRCONSCRIPTIONS POUR PARIS
2 POUR LA BANLIEUE

Telles sont les conclusions de la commission du suffrage universel.

La commission du suffrage universel de la Chambre a examiné, hier, la question du sectionnement de Paris.

Après avoir entendu quinze députés de Paris, elle s'est prononcée, par 13 voix contre 6, pour la division de Paris en trois grandes circonscriptions dont les limites restent à déterminer. La banlieue formerait deux circonscriptions, celle de Saint-Denis (8 députés à élire), et celle du Secours (6 députés).

Rappelons qu'en dehors de la Seine la commission propose de sectionner les départements suivants : Aveyron (9 députés à élire) ; Bouches-du-Rhône (9 députés) ; Calvados (7 députés) ; Côtes-du-Nord (9 députés) ; Finistère (14 députés) ; Haute-Garonne (7 députés) ; Gironde (12 députés) ; Loire-Inférieure (9 députés) ; Maine-et-Loire (7 députés) ; Morbihan (8 députés) ; Puy-de-Dôme (7 députés) ; Basses-Pyrénées (7 députés) ; Seine-Inférieure (14 députés).

Les départements de Seine-et-Oise (12 députés à élire) ; Saône-et-Loire (9 députés) ; Rhône (12 députés) ; Loire (8 députés) ; Isère (8 députés) ; Ille-et-Vilaine (8 députés) ; Jura (7 députés) ; Charente-Inférieure (7 députés) et tous les autres qui ont moins de 7 députés à élire — ne seraient pas sectionnés.

On annonçait hier soir, d'autre part, que M. Guiraud, député du Tarn, avait l'intention de déposer un amendement portant que la réforme électorale ne serait appliquée qu'aux élections de 1920.

Il semble en fin de compte que les intentions du gouvernement seraient de fixer les prochaines élections législatives au 26 octobre.

Le traître Deb abant
sera fusillé ce matin

Le 2^e conseil de guerre a condamné à mort, le 4 mai dernier, pour intelligences avec l'ennemi, le maréchal des logis Georges Debabant, qui, en Catalogne, était attaché au service de renseignements, s'était abouché avec le baron von Roland, chef de l'espionnage allemand.

Le maréchal des logis Debabant sera passé par les armes ce matin, au polygone de Vincennes, au lieu dit, la Caponnière.

LA CONFERENCE DE PARIS

M. POLK FAIT DES DÉCLARATIONS
A LA PRESSE FRANÇAISE

Il parle notamment de la ratification du traité par les Etats-Unis.

M. Polk, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis, qui remplace M. Lansing à la tête de la délégation américaine de la paix, a reçu, hier matin à 11 heures, à l'hôtel Crillon, les représentants de la presse française.

Sans pouvoir entrer dans des détails au sujet de l'approbation par le Sénat du traité franco-américain, car il fait lui-même partie d'une des sections chargées d'examiner le traité, M. Polk a répondu aux autres questions qui lui étaient posées.

Il doute que les Etats-Unis acceptent le mandat qui leur a été confié touchant Constantinople et l'Asie Mineure. En ce qui concerne le bolchevisme, M. Polk ne redoute nullement de le voir gagner l'Amérique. Il croit cette contagion absolument impossible.

Quant au problème russe lui-même, les Etats-Unis continueront à prêter assistance à l'Armée blanche, mais ils n'ont pas reconnu son gouvernement.

Questionné sur les difficultés qu'éprouvent les Français à gagner l'Amérique, en ce moment, le haut délégué des Etats-Unis a répondu que c'était là une simple question de transports et que, dès que ceux-ci ne manqueraient plus, les choses reprendraient leur cours d'avant-guerre.

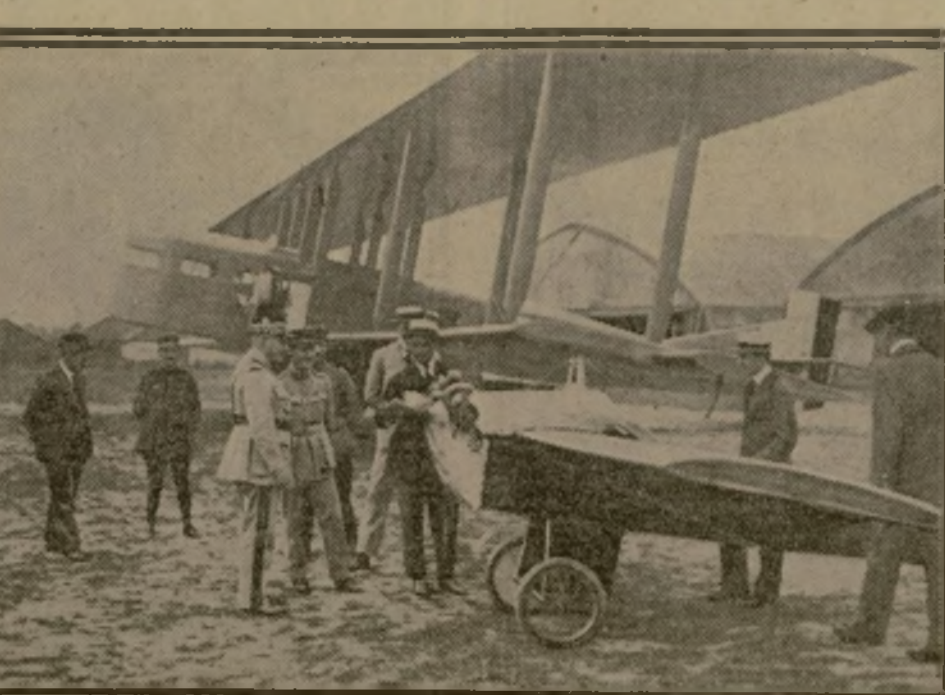
Parlant ensuite de la ratification du traité de paix, M. Polk déclare que, suivant le scénario Lodge, la commission aura prochainement terminé l'examen du traité vers le 15 août. Mais il ne peut prévoir la date à laquelle le Congrès aura achevé la discussion de ce document. Il ne s'agit néanmoins pas que le vote du traité soit subordonné au retour du président Wilson de sa tournée de propagande.

En prenant congé des représentants de la presse, M. Polk a exprimé son admiration pour le calme et le courage de Paris sous les obus, puis il a annoncé son intention de se rendre le plus tôt possible sur les champs de bataille et dans les régions dévastées.

La traversée de la
Méditerranée en hydravion

Le départ d'Alger du capitaine Marchal, qui avait été fixé à hier matin, a dû être ajourné en raison du mauvais temps.

LE GÉNÉRAL NIVELLE EXAMINE DES AVIONS



Le général devant un appareil minuscule d'un modèle nouveau. Le commandant en chef des troupes de l'Afrique du Nord est à Paris depuis deux jours. Il visite actuellement les principales usines d'aviation, pour se rendre compte des différents modèles d'appareils en construction. Le général s'occupe très activement de l'organisation de l'aviation en Algérie, où elle doit rendre d'immenses services.

CONFIDENCES DE MAGISTRAT

LES SOUVENIRS D'INSTRUCTION
DU CAPITAINE BOUCHARDON

Rendu à la magistrature civile, l'ex-rapporteur au 3^e conseil de guerre retrace quelques portraits des principaux inculpés qui défilèrent dans son cabinet.

De l'affaire des faux communiqués à l'affaire Bapacha. — Quelques types d'espions. — Le procès de la danseuse Mata-Hari.



LE CAPITAINE BOUCHARDON rapporteur au 3^e conseil de guerre



M. BOUCHARDON vêtu de sa robe de conseiller

Juste retour des choses d'ici-bas : nous avons « arrêté » le capitaine Bouchardon, démobilisé, alors qu'il surveillait son déménagement de ce redoutable bureau du 3^e conseil de guerre, où défilèrent tant d'inculpés notoirement.

Surpris, et sans échappatoire possible, le capitaine Bouchardon a fait contre main une fortune bon cœur. Il s'est laissé interroger, de bonne grâce, et est entré dans « la voie des aveux ». Entendez, par là, qu'il est l'obligé d'évoquer quelques souvenirs de ses cinq années d'instruction, glanes des rouges moissons qu'il prépara pour une œuvre nécessaire de justice et de défense nationale.

— Oui, je pars, et ce n'est pas sans une certaine émotion que je quitte ces lieux où nous avons tant travaillé, et vécu des heures si pathétiques, nous dit le capitaine Bouchardon, avec une nuance de mélancolie. L'on ne restitue à la vie civile, n'est-ce pas, l'ordre fatal des choses ? Pourtant, j'avoue ne point abandonner sans regret des fonctions où je servais de mon mieux la vérité, en toute indépendance. Je me sépare avec chagrin de mon ami Morel, cette conscience haute et claire, cette énergie infatigable, cette franchise, rude, parfois, mais toujours franche et de bon vouloir.

Installation de fortune

Le capitaine Bouchardon surprend notre regard, qui s'étonne de la pauvreté du décor qui l'entoure, de la nudité monastique des tables et des casiers de bois blanc, du jour parcimonieux, qui tombe d'une croisée murée à demi-hauteur.

— Ce n'est pas gai, ici, dit-il, et mes regrets vous paraissent singuliers. Si misérables soient-elles, on s'attache aux choses familières. Nous étions aussi mal installés que possible. Nous vivions dans le provisoire, car l'état qui, en France, dit-on, a le plus de chances de durer. Nous étions pourvus d'un mobilier de fortune. Des substituts étaient logés dans des caves. On se fit fait scrupule d'enfermer des condamnés à mort dans certains de nos bureaux. Le personnel était notoirement insuffisant. Nous avions de braves gens, qui étaient chargés d'instructions pour la première fois. Et il est impossible d'imaginer notre écrasant labeur. Mais nous aurions, tous, passionnément, notre tâche.

Nous priions le capitaine Bouchardon de retracer l'histoire succincte des principales affaires qui lui eurent à instruire. Notre interlocuteur se recueille un instant, et nous observons, à la dérobée, son visage, d'un contour très latin, très jeune, et d'une pâleur studieuse qu'accroissent la barre noire de la moustache et l'éclat des yeux vifs d'un incorruptible aigle, des yeux qui vous fouillent jusqu'à l'âme.

— Vous comprendrez qu'il m'est bien difficile de me déprendre de la réserve imposée par le secret professionnel. Pendant la guerre, je me suis systématiquement dérobé aux investigations de la presse. Le même souci de discrétion — quoique moins sévère — m'oblige à ne pas sortir des généralités.

L'affaire des faux communiqués. Nous dissimulons mal notre désappointement, et le capitaine Bouchardon poursuit : — Au début, nous ne nous sommes guère occupés d'affaires courantes : refus d'obéissance, injures envers des supérieurs, soumission en faction, désertions, etc., etc. Nous sommes sortis pour la première fois des questions de discipline militaire pour instruire l'affaire, assez étrange, des faux communiqués émanant de Paris et de certaines grandes villes. On annonçait la défaite des armées du kaiser, encerclées, et la prise de von Kluck, qui se serait rendu en demandant les honneurs de la guerre. L'instruction ne donna aucun résultat, ces rumeurs étant vraisemblablement dues à d'insaisissables agents étrangers, dont la crédulité publique avait colporté et grossi les racontars.

Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

Lombard, Garfunkel et C^{ie}. Mais la première affaire véritablement sensationnelle fut celle des réformes frauduleuses, Lombard, Laborde, Garfunkel et C^{ie}, au total, 47 accusés, sur lesquels il y eut 44 condamnés — un record. Nous prenons la liberté d'interrompre le capitaine Bouchardon, qui nous savons un balzaire fervent et un psychologue observateur.

« Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

« Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

« Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

« Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

« Plus sérieuse apparut l'affaire des factums pacifistes, répandus dans le Métro, les cafés, les grands magasins, glissés sous les portes, mis dans les boîtes aux lettres et expédiés dans tous les départements. Ces factums, fort bien rédigés par des intellectuels installés rue Gay-Lussac, firent croire à une menace anarchiste. Il s'agissait, simplement, de spiritistes, mais par des imbéciles d'ordre mystérieux. L'ami de l'un des auteurs de ce pamphlet, qu'elle imprimait et distribuait clandestinement, se fit prendre, en envoyant un exemplaire à sa tante, en province. La bonne dame, effrayée des lendanges antipatriotiques du factum, le communiqua au commissaire de police, en signalant sa provenance.

La danseuse Mata-Hari

A l'évocation de ces visions sinistres, le capitaine Bouchardon ne dissimule pas

Sténo
Dactylographie
Comptabilité, Langues, etc.
Ecole PIERRE, 83, Rue de Rivoli, PARIS
LEÇONS PAR CORRESPONDANCE

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

EN ALLEMAGNE

L'ASSEMBLÉE DE WEIMAR
A ADOPTÉ HIER LE PROJET
DE CONSTITUTIONLa nouvelle charte de l'Alle-
magne a été adoptée en troisième
lecture par 262 voix
contre 75.BERLIN, 1^{er} août. — On mande de Weimar, 1^{er} août. — L'Assemblée nationale a terminé la troisième lecture du projet de Constitution et a adopté par 262 voix contre 75, aux applaudissements de l'Assemblée.

Le projet de Constitution a été adopté par 262 voix contre 75, aux applaudissements de l'Assemblée.

L'union du Cobourg à la Bavière

BAYE, 1^{er} août. — On mande de Bamberg, 1^{er} août. — Les pourparlers entre les gouvernements de Bavière et de Cobourg, en vue de l'union des deux pays, ont abouti à une décision en ce sens que la consultation populaire de Cobourg décidera en dernier ressort.

Un Livre blanc sur l'armistice

BERLIN, 1^{er} août. — On mande de Berlin à la Gazette de Francfort, 1^{er} août. — Un Livre blanc sur la genèse de l'armistice a été publié hier, à Weimar par le gouvernement.

Ce Livre blanc contient tous les documents depuis le 14 août jusqu'au 11 novembre 1918, pour autant qu'ils se rapportent à la demande d'armistice.

Le Livre blanc publie à nouveau les pourparlers qui eurent lieu entre le gouvernement et la direction suprême de l'armée, après que l'on fut arrivé à la conviction qu'il n'y avait plus d'alternatives militaires de juillet et d'août 1918.

L'armistice fut imposé à la paix par la victoire allemande, en dépit des faibles espoirs de l'armée allemande.

Mais l'ordre ne fut pas donné de chercher de suite la liaison avec les adversaires. Le chancelier de l'Empire résuma la discussion comme suit :

« Au point de vue diplomatique, il faut tendre le fil d'une entente au moment opportun. Un tel moment s'offre après les dernières années de l'Occupation. »

« Hindenburg déclare que nous réussissons à rester sur le sol français et à soumettre finalement l'ennemi à notre volonté. »

Une modification partielle à ce point de vue intervint seulement le 10 septembre ; Hindenburg se prononça encore contre un appel à tous les pays belligérants, mais se déclara d'accord pour la médiation d'une puissance neutre. La tentative n'aboutit pas.

Entre temps, la situation s'aggrava considérablement par suite de l'effondrement bulgare.

Le Livre blanc prend un intérêt particulier quand il aborde les journées décisives qui présidèrent l'armistice. Dès le 1^{er} octobre, le G. U. G. allemand ne cesse de recevoir des télégrammes tous conquis ainsi :

« Les troupes tiennent encore aujourd'hui, mais on ne peut pas prédire de qui arrivera demain. Il faut faire par conséquent la formation du nouveau cabinet. »

« Les troupes tiennent encore aujourd'hui, mais nous sommes dans une situation terrible ; une rupture peut survenir à chaque instant, et notre offre arriverait alors au moment le plus défavorable. »

Plus tard, Ludendorff déclare :

« Notre offre doit partir immédiatement de Berlin pour Washington. L'armée ne peut pas attendre encore 48 heures. »

Le 3 octobre, Hindenburg intervint et adressa au prince Max de Bade, chancelier de l'empire, une déclaration écrite disant que le commandement suprême maintenait sa demande d'envoi immédiat d'une offre de paix.

Cette intervention est décisive ; la note demandée part dans la nuit du 4 octobre.

Sur les traces de l'assassin de Mannheim

BERLIN, 1^{er} août (Retransmis par Berne). — L'acht Uhr Abendblatt annonce que la police a arrêté, à Hanovre, le soldat Bauer, qui vola les objets de toilette de Mannheim, et qu'elle est sur la piste de son complice.

On sait qu'après le meurtre de Mannheim un soldat s'empara de ses objets personnels sous prétexte de les remettre au commandant de la gare, à Potsdam.

Bauer ne nia point et désigna un de ses camarades comme le principal coupable. L'arrestation de ce dernier semble imminente.

L'Espagne adhère à la Société des nations

MADRID, 1^{er} août. — Le Sénat discute le projet d'adhésion de l'Espagne à la Société des nations.

Le marquis de Piliars défend chaleureusement le projet.

Tous les partis acceptant le projet, le rapport est approuvé, et en conséquence, le projet lui-même.

Pas de crise ministérielle à Vienne

Le chancelier Renner, qui est en communication ininterrompue avec Vienne, dément que le cabinet autrichien soit démissionnaire.

Denikine s'empare de Poltava

LONDRES, 1^{er} août. — Officiel. — Le général Denikine s'est emparé de Poltava ainsi que des approvisionnements et d'un matériel considérables.

Aucun film ne pourra être représenté sans visa

Sur rapport du ministre de l'Instruction publique, paraît à l'Officiel un décret interdisant la représentation en public de films à l'exception des films représentant des faits ou des événements d'actualité qui n'auraient obtenu le visa du ministre de l'Instruction publique.

Ce visa ne peut être accordé qu'après avis d'une commission composée de trente membres nommés par le ministre.

EN SUISSE

LA GRÈVE PROVOQUE
A BALE DES BAGARRES
SANGLANTESLe mouvement gréviste serait
inspiré par les spartakistes
allemands en vue d'une ré-
volution sociale.BALE, 1^{er} août. — Une collision sanglante eut lieu ce matin vers 11 heures, sur la Clavade, entre soldats et grévistes. Les manifestants, après avoir refusé maintes sommations réitérées d'évacuer la place, lancèrent des pierres et blessèrent plusieurs soldats. La troupe fut contrainte de faire feu et l'on parla de sept grévistes tués et d'un certain nombre de blessés.

Le conseil d'Etat de Bâle a convoqué ses membres en séance extraordinaire. Toute possibilité d'entente ne paraît pas encore écartée.

Grève de solidarité à Zurich

ZURICH, 1^{er} août. — Les ouvriers zuri-chois, par solidarité avec les grévistes de Bâle, ont décrété la grève générale pour aujourd'hui midi.

Plusieurs arrestations opérées parmi les meneurs ne laissent aucun doute que le mouvement gréviste semble organisé en vue d'une révolution sociale et est inspiré par les spartakistes allemands.

Une grève éclate dans la police de Londres

LONDRES, 1^{er} août. — Un appel a été adressé hier, dans la soirée, à la police de Londres par les organisateurs d'un mouvement pour constituer une trade-union de la police. Cet appel invitait tous les policiers à se mettre en grève et à participer aujourd'hui à une manifestation qui aurait lieu à Downing-street, aux termes d'un accord conclu au mois de mai dernier entre sir Nevill, Mac Ready et les représentants de la police.

Cet appel à la grève était une manœuvre destinée à faire échouer si possible le projet de loi sur la police qui vient d'être voté en seconde lecture à la Chambre des communes, et qui doit avoir force de loi dans quelques jours. Cette loi sur l'organisation de la police prévoit et autorise la formation d'une association purement professionnelle, mais ne permet pas aux membres de la force publique de se mettre en grève.

A la Chambre des communes, répondant à une question sur la grève de la police, M. Shortt, ministre de l'Intérieur, déclare que, des 20.000 à 30.000 membres de la police métropolitaine de Londres, 516 seulement ne se sont pas présentés pour prendre leur service ; encore, sur ce nombre, certains peuvent avoir un motif valable d'empêchement, certains peuvent être malades.

Le procès Margulies

MARSEILLE, 1^{er} août. — Les débats de l'affaire Margulies se sont ouverts cet après-midi à 2 h. 30.

Ce procès gravité à peu près exclusivement sur une question de nationalité : l'inculpé est-il, comme il le toujours soutient, Belge, ou d'origine autrichienne, c'est la thèse de l'accusation, qui date de juillet 1917, époque où M. Clemenceau interpellait au Sénat M. Malvy sur les autorisations de séjour accordées à Margulies et Jellinek.

Margulies, qui habitait alors Nice, fut le lendemain, placé avec sa femme dans un camp de concentration.

Rappelons que Margulies avait un capital de 12.948.000 francs dans le banque de sembler, capital qu'il voulait dissocier à la suite de la mise sous séquestre en France des capitaux de cet établissement. D'où un premier procès dont le retentissement devait attirer sur l'inculpé l'attention du monde politique.

On prévoit que les débats occuperont au moins dix audiences.

L'interrogatoire ne commencera que demain matin.

L'accusé sera défendu par M^{rs} Nathan, avocat au barreau de Marseille, assisté de ses secrétaires : M^{rs} Henri Blanc et Félix Mihal, et de M^{rs} Trinquier, du barreau de Nice.

M. Clemenceau dans les Ardennes

M. Clemenceau, président du Conseil, partira ce soir pour les Ardennes où il s'assurera sur place des besoins de ce département, libéré après plus de quatre ans d'occupation ennemie.

L'ouverture des gares de marchandises

D'après un arrêté du ministre des Travaux publics et des Transports, arrêté paru ce matin à l'Officiel, les gares, à partir du 10 août, seront ouvertes, pour la réception et la livraison des marchandises à grande vitesse, de 7 heures à 12 heures, et de 14 heures à 18 heures.

Toutefois, dans les gares de Paris, ces périodes sont fixées comme suit :

Réception des marchandises : de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

Livraison des marchandises : de 7 heures à midi et de 14 heures à 17 heures.

Les expéditions arrivant de nuit ne seront mises à la disposition des destinataires que deux heures après l'ouverture de la gare.

Toutefois, le lait, les fruits, la volaille, la viande et les autres denrées destinées à l'approvisionnement des marchés de la ville de Paris et des autres villes désignées seront mis à la disposition des destinataires de nuit comme de jour.

Les gares seront fermées les dimanches et jours fériés. Les livraisons à domicile seront ainsi différées d'un jour.

Toutefois, la réception en gare du lait et des pots à lait vides en retour, et des paquets de journaux, et la livraison, tant en gare qu'à domicile, du lait et des pots à lait vides en retour, des paquets de journaux, des animaux, des volailles, du gibier, du poisson, des huîtres et coquillages, du pain, de la viande abattue, de la bière, de la levure, du vin doux, de la glace à rafraîchir, des fruits frais, des fleurs coupées, des légumes frais, du beurre, du fromage, des œufs et des produits pharmaceutiques auront lieu les dimanches et jours fériés comme les autres jours et dans les mêmes délais.

Pour la réception et la livraison des marchandises en petite vitesse, les gares seront ouvertes de 7 à 12 heures, et de 14 à 17 heures. Elles seront fermées les dimanches et jours fériés.

EN HONGRIE

"LA HONGRIE RESTERA
LA HONGRIE DES SOVIETS"
DÉCLARE BELA KUNTelle est la réponse du chef com-
muniste aux propositions d'en-
tente élaborées dans les pour-
parlers de Vienne.BALE, 1^{er} août. — On mande de Vienne : Les journaux annoncent que les pourparlers qui ont eu lieu entre le général Bohem, M. Welcker et M. Payon, en vue de provoquer la retraite du gouvernement de Bela Kun, n'ont pas abouti.

Au cours d'une conférence qui a eu lieu à Kyrallyhaza, le général Bohem a remis à Bela Kun une proposition d'entente qui l'engageait à remettre volontairement le pouvoir entre les mains d'un gouvernement composé des partis socialistes et bourgeois. Le général Bohem et M. Welcker, sans se rallier à la proposition de l'Entente, ont conseillé à Bela Kun de remettre le pouvoir à un gouvernement purement socialiste.

Bela Kun a refusé et a déclaré que la Hongrie resterait la Hongrie des soviets, et que le prolétariat défendrait le système des conseils jusqu'à la dernière goutte de sang et même au prix de combats dans les rues de Budapest.

Les représentants de l'Entente ont été mis au courant de cette réponse. Aujourd'hui a eu lieu une nouvelle conférence entre le général Bohem et Bela Kun à Kyrallyhaza.

La Tchéco-Slovaquie envoie une nouvelle note à Bela Kun

PRAGUE, 1^{er} août. — La réponse de Bela Kun à la note de M. Tusar, président du Conseil tchéco-slovaque, a été trouvée obscure et insuffisante. Elle a donné lieu à une nouvelle note de M. Tusar.

A la Conférence syndicale internationale

Un gros débat.

AMSTERDAM, 1^{er} août. — Le débat sur le statut de l'Internationale syndicaliste, commencé dans la matinée, se poursuit cet après-midi. Il est engagé sur la question des votes. Deux thèses s'opposent dans l'assemblée et y provoquent une controverse confuse et pleine de nervosité.

La première thèse a pour base que chaque « centrale nationale » aura droit à une voix pour 250.000 adhérents. Elle est défendue par les Anglais et les Américains. La seconde, qui voit dans cette disposition l'écrasement des petites nations, propose une voix pour 250.000 adhérents, deux pour 500.000, trois pour un million ; elle est préconisée à titre de compromis par les délégués suisses, et trouve en M. Jouhaux un énergique défenseur.

M. Gumpers, dont le mécontentement est visible, adresse une réclamation aux opposants. Il déclare que les Américains ne demandent aucun service et sont tout prêts à se rendre utiles à la nouvelle Internationale.

— Mais, dit-il, si la représentation demandée n'est pas accordée, alors nous vous laisserons jouer seuls.

La vie chère

Presque toutes les corporations de commerçants ont favorablement accueilli le décret de M. Noulens sur la fixation des tarifs des denrées alimentaires.

Nouvelle grève aux Halles

Les coupeurs-miroirs, qui procèdent à l'expertise des cuirs, se sont mis en grève, hier matin. Leurs revendications portent sur l'établissement d'un statut administratif, car ils sont ouvriers commissionnés de la préfecture de police.

Au syndicat de l'épicerie

Dans le but de rejeter les responsabilités sur les intermédiaires, les épiciers, réunis, au siège de leur syndicat, ont projeté une réunion générale de l'alimentation.

Une réunion intime à la Malmaison

Hier après-midi, au château de la Malmaison, une réunion intime a eu lieu, au siège de leur syndicat, ont projeté une réunion générale de l'alimentation.

On sait que c'est au bénéfice de l'Union des Arts (Fondation Rachel Boyer) que a été organisée par les soins du conservateur, M. Jean Bourguignon, l'exposition de reliques napoléoniennes actuellement ouverte au château de la Malmaison.

M. Paul Léon est arrivé, accompagné de M. d'Esquivalles de Constant, directeur des musées nationaux, et de M. Oudon, inspecteur général des Beaux-Arts.

Ils furent rejoints par M. Jean Richepin, président d'honneur de l'Union des Arts ; Mlle Rachel Boyer, présidente de l'Union des Arts ; Mmes Rose Caron, de l'Opéra ; Berthe Cerny, Marie Leconte, de la Comédie-Française ; Marguerite Deval, Mme Well-Gould, la marquise d'Andrésey, le baron Van Zuylen, M. Honoré Ribot, M. Arthur Meyer, etc., et de nombreuses personnalités du monde artistique et littéraire.

Après la visite de l'exposition, dont M. Bourguignon fit les honneurs, M. Jean Richepin prononça une éloquentة allocution pour montrer la situation pénible où se trouvent actuellement beaucoup d'artistes et de gens de lettres à la suite de la guerre, et de la nécessité de leur venir en aide par tous les moyens possibles ; puis il félicita l'érudit conservateur de son initiative.

Un don au Musée du Louvre

COPENHAGUE, 1^{er} août. — Un groupe danois, amis des arts, présidé par le directeur du Musée royal des Beaux-Arts, M. Karl Madsen, ayant désiré exprimer sa sympathie pour la France, vient de faire hommage à la République française d'une œuvre remarquable de peinture danoise du siècle dernier.

Il s'agit d'une marine caractéristique du peintre Eschberg, en 1783, mort en 1850, qui, après David, et grâce à l'influence artistique de son grand maître, fut le fondateur de l'école de peinture danoise. Ainsi, au point de vue artistique, le choix d'un tableau de Eschberg est également un hommage rendu à la France.

La République française a accepté le don.

LES CONTES D'EXCELSIOR

DE LA NÉGATION INTÉGRALE

par Edouard SERPETTE

Le Cercle d'Etudes Psychiques avait, ce soir-là, à son programme, la réception d'un nouveau membre, un certain Lafage, qu'aucun adepte ne connaissait, mais qui avait, par une lettre pleine de promesses, séduit le président en exercice, le cacochyme Herbelin, anciennement fonctionnaire de Cour d'assises. Herbelin avait gardé de son atavisme une urbanité parfaite, d'où sa courtoisie à l'égard de Lafage, et une curiosité un peu scientifique de tous les mystères que les jurys avaient, sous ses yeux, tranchés si souvent par des verdicts implacables et fort douteux.

Lafage ne se présentait pas comme un candidat banal ; il s'offrait à réaliser quelques tours de force, non point spirituels ou magnétiques, mais psychiques, bien psychiques, pour ravir les incrédules et faire béer d'aise les amateurs. Il proposait des révélations sensationnelles, comme il en avait quelquefois, des réminiscences d'existences antérieures, des dédoublements, en un mot, une leçon de choses pour prouver ses titres à postuler son admission. Et le comité du cercle, jaloux peut-être de ses secrets, mais soucieux de ne pas laisser échapper une occasion unique, avait convoqué tous ses membres.

Tous les membres attendaient. Herbelin, dans la calme pénombre du salon, murmurait d'intelligibles paroles ; les autres, suivant qu'il y était question du grand travail du président, l'application aux événements contemporains de ses constatations sur les actes sociaux des dernières années, et ils n'écoutaient point, insensibles aux noirs pronostics, tant qu'aux souriantes perspectives. Puis, l'air de cette nuit de printemps aidant, le ton d'Herbelin s'apaisa encore, et rien ne s'entendit plus qu'une respiration profonde, longue, de vieillard ou d'enfant. On ne distinguait que des masses informes dans l'ombre ; certains des assistants ne reconnaissant point là le sommeil d'un collègue à la digestion difficile ; les plus braves qui voulaient paraître indifférents, jusqu'au moment où, en dépit de la solennité du moment, Herbelin marmonna :

— Eh bien ! mais, Lafage ! Lafage n'est pas encore arrivé ?

Ils se comprirent tous, bien éveillés ; ils ne constataient pas la présence d'un étranger parmi eux, et cependant la respiration profonde, longue, de vieillard ou d'enfant, continuait. Alors Herbelin protesta :

— Non, voyons, c'est une plaisanterie ! Et il sonna. Au même moment, il valet annonça :

— M. Lafage. Cela coupa court au trouble général. Lafage entra, sans dire un mot, gagna une place sur un canapé, et demeura prostré, tandis que les autres, interloqués, se rasseyaient ; Herbelin tenta de lancer une phrase. Cette même respiration de l'instant d'avant reprit plus fort, comme pour s'imposer, et, en vérité, l'interrompit. Il prit le parti de rester coi.

Les heures se succédèrent, frappées avec égalité par un timbre assourdissant ; on attendait toujours. Un certain énerverment avait gagné quelques assistants ; les autres rêvaient à de chimériques combinaisons où se développerait la

prosperité de leurs affaires ; car il n'est pas un être qui, dans le silence et l'obscurité, demeure, au bout de plusieurs heures, comparable à lui-même, et chacun revient bien vite à son songe favori. Ils furent donc tous surpris quand, tout à coup, Lafage se leva, rapide et automatique, et prononça de définitives paroles :

— Que désirez-vous savoir ? Je sens qu'il n'y a aucune unité dans vos aspirations vers l'inconnu. Comment voulez-vous que je me fixe et que je vous réponde ? J'essaie en vain de lancer mes tentacules... Attendez... ah ! oui... là... monsieur le président, une question entre toutes vous préoccupe ; vous avez peur de révolutions ; il vous semble que le monde traverse une crise, et vous redoutez cette crise, bien moins pour le monde, monsieur le président, que pour vous-même.

Herbelin s'était levé pour protester. Lafage, comme s'il l'avait vu, le calma :

— Oui, pour votre fortune, pour les rentes qui vont vous assurer une vieillesse tranquille. Eh bien ! je la vois, cette révolution, elle approche, elle se formule, et vos efforts à tous n'entraveront pas sa marche. Elle est conduite par eux, par eux, les autres, qui viennent de mourir et qui étaient les meilleurs ; la guerre les a tués parce qu'ils étaient les meilleurs. Or, ils étaient les contrepois. Il ne fallait pas faire la guerre.

Lafage, ayant ainsi parlé, tomba tout d'une masse. On crut qu'il était blessé, et Herbelin, conscient de sa responsabilité de président, s'empressa. Mais il ne put pas se dégager de l'étreinte dont l'enserra Lafage : on percevait maintenant des phrases hachées :

— Je vous reconnais... Je vous ai déjà vu... C'était au tribunal... J'étais accusé indignement... sans preuve...

Quelque un murmura :

— C'est une réincarnation ! Herbelin, roulé par terre, respira profondément, avec difficulté.

— Oui, c'était là... Oh ! et puis, attendez... oui, je vois... parce que j'étais l'inférieur, l'être sans défense... et j'ai été condamné.

Cette voix, autoritaire, et qui semblait ne plus appartenir à Lafage, terrifiait tous les assistants, en sorte que le malheureux président avait à se défendre seul contre la force décapée du sujet en état d'hypnose. Et la voix s'imposait :

— Vous m'avez fait condamner... je vois... je perds, maintenant, votre conscience. Sentez-vous... Sentez-vous que vous êtes en ma possession ?

Herbelin ne répondit jamais. Lafage l'avait embrassé un peu trop vigoureusement. On crut à une congestion. Lafage, réveillé, ne se souvint naturellement de rien. Il ignora toujours quel instrument l'immanente justice avait fait de lui ; car, de toute évidence, Herbelin, puisqu'il avait jugé, s'était prononcé au moins une fois à tort.

Mais c'est de là que bien des criminels pourront se dire inspirés, et c'est de là que tous les hommes appelés à condamner devraient se déclarer incompétents.

Edouard SERPETTE.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX
ET AU CONSEIL SUPRÊMEOn travaille fébrilement à la délé-
gation autrichienne.LA RECONNAISSANCE NATIONALE
ENVERS LES SOLDATS FRANÇAISLa cérémonie d'aujourd'hui à la
Sorbonne.

Le Conseil suprême des Alliés, au cours de sa réunion d'hier, a assuré l'évacuation du bassin de Klagenfurt par les Yougoslaves. Les Autrichiens ont déjà quitté cette zone depuis quelques temps.

Il a ensuite examiné une demande des Serbes, Croates et Slovènes, concernant des mesures provisoires qui s'imposent dans la région dite de la Banja. Cette région n'est pas encore définitivement délimitée, et les Hongrois la mettent en coupe réglée et en enlèvent tout le bétail. Les Autrichiens ont d'ailleurs formulé une plainte analogue vis-à-vis des Hongrois, pour la région de la Moure et des comitats de l'Ouest, qui doivent être attribués à l'Autriche.

La commission du Spitzberg a reçu de M. de Wedel-Jarlsberg, ministre de Norvège, un certain nombre de documents concernant ce territoire arctique.

On annonce enfin que M. Morris, ambassadeur des Etats-Unis, a commencé à conférer à Omsk avec le gouvernement de l'Amiral Kolchak.

A Saint-Germain, la délégation autrichienne travaille fébrilement à la rédaction de ses contre-propositions, afin de pouvoir les remettre à la Conférence de la paix, mardi prochain au plus tard.

Les Américains ont pensé aux petits Parisiens

Les enfants d'Amérique ont eu le touchant désir de manifester leur sympathie aux enfants de France.

Ils ont ouvert dans les écoles une souscription dont le montant doit servir à acheter des œuvres sociales d'éducation enfantine.

L'association, qui s'intitule « Junior Red Cross » et qui dépend de la Croix-Rouge américaine, a organisé, cette année, des colonies de vacances, dont profitent déjà 4.000 enfants.

Quant à ceux qui ne pourront s'éloigner de la capitale, ils trouveront sur les fortifications des constructions démontables, servant de foyers enfantins pour les vilaines journées.

Par principe, et pour habituer les familles à coopérer à l'effort fait pour leurs enfants, il sera demandé un droit d'inscription de 5 francs par mois.

Les inscriptions seront reçues le lundi 4 août et les jours suivants aux terrains de la porte Dorée, à partir de 9 heures du matin.

L'affaire Caillaux

La commission d'instruction de la Cour de justice a pris hier connaissance des réquisitoires de M. Lescouvé, procureur général. M. Pérois, son président, a ensuite commencé la lecture de la première partie de son rapport. Il la continuera aujourd'hui.

Une requête des avocats de M. Caillaux. M^{rs} Demange, Moutet et de Moro-Giafferi, avocats de M. Caillaux, viennent d'adresser une lettre à M. Clemenceau, président du Conseil, pour lui demander de leur communiquer les lettres que M. Jusserand, ambassadeur de France aux Etats-Unis, aurait adressées à M. Booker T. Washington, de la police judiciaire, au sujet de l'affaire Caillaux, et en particulier de l'attitude de l'ancien président du Conseil au cours de son voyage au Brésil.

C'est aujourd'hui, rappelons-le, qu'aura lieu au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Raymond Poincaré, la cérémonie de Reconnaissance nationale envers les soldats français.

Ainsi que nous l'avons dit, les déclarations faites à cette cérémonie seront lues demain dimanche, dans toutes les mairies de France, aux écoles réunies par les soins des municipalités.

Les onze cents enfants rassemblés aujourd'hui à la Sorbonne, porteront les couleurs nationales. Des infirmières et des Alsaciennes remettront des fleurs aux soldats blessés ou mutilés délégués à la cérémonie.

Voici le programme de cette grandiose manifestation :

— La Marseillaise, par la musique de la garde républicaine, sous la direction de M. Balle.

— Déclaration de M. Paul Deschanel, de l'Académie française, président de la Chambre des députés, président de l'Union des grandes associations françaises.

— Le Chant du 12 juillet, par Gossec ; les Chanteurs de Saint-Cervais, sous la direction de M. L. de Saint-Riquier.

— Déclaration de M. Ernest Lavisse, de l'Académie française, directeur de l'Ecole normale supérieure, président de l'Union des grandes associations françaises.

— Deux Chansons de guerre, du quinzième siècle, harmonisées par Gélyas.

— Les Vaillants du temps jadis, d'après un chanson populaire, harmonisée par J. Thiersot.

— Déclaration de M. le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées.

— Le Chant du départ, musique de la garde républicaine.

— Déclaration de M. Georges Clemenceau, président du Conseil des ministres, ministre de la Guerre.

— Salut d'un soldat aux démolisseurs, poème de Jean Richepin, de l'Académie française, dit par l'auteur.

— Hommage des écoles de jeunes filles aux armées françaises, poème de M. Jean Alcard, de l'Académie française, dit par Mlle Colette Cabrin, élève de France.

— Déclaration de M. Léon Robelin, délégué général de l'Union des grandes associations françaises.

— Remise des diplômes commémoratifs à

LES OBSEQUES DU SOUS-BRIGADIER BROSSARD

M. POINCARÉ AU CONCOURS DE TIR INTERALLIÉ



M. RAUX, PRÉFET DE POLICE, PRONONÇANT L'ÉLOGE DE L'AGENT ASSASSINÉ

Les obsèques de l'agent Brossard, tombé sous les balles d'un assassin, ont eu lieu hier matin, aux frais de la Ville de Paris. M. Poincaré et les ministres s'étaient fait représenter. Dans la cour de la caserne de la Cité, devant le catafalque, plusieurs discours ont été prononcés, dont l'un par M. Raux, préfet de police.



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SORT DU STAND, A MAISONS-LAFFITTE

M. Poincaré s'est rendu, hier après-midi, à Maisons-Laffitte, où se disputent les épreuves du concours de tir interallié. Le président a été reçu au stand par MM. Mérillon, président, et Lefèvre, secrétaire général de l'Union des sociétés de tir de France. Il a félicité les plus habiles parmi les concurrents.

... Daltour, Duard, Dauvillier, avec Barsange et Suzanne Aubry, est fort jeune et digne de la belle œuvre de Charles Mère. On n'a pas oublié le sujet *Trois Musiques* : c'est une histoire de la fin de la scène est une grande scène de forme en Corse. Le vieux Patrie Gordia refuse son consentement au mariage de Paul, son fils, avec une paysanne, Viola, que Paolo a séduite. L'aveur du carnaval, les trois frères de Paolo, qui est déguisé en Pierrot, et rapent le cadavre, en le soutenant sous les bras, à la ferme. Ce n'est qu'après une longue scène, admirablement conduite, saisissante, délicate avec une verva farouche, que l'on reconnaît son fils mort. Il n'a pas le courage de luer Viola, qui embrasse le fils de son amant et qui pleure.

La pièce de M. Charles Mère a retrouvé son succès de naguère, qui n'était dû qu'à des circonstances, et qui durera. Abel HERMANT.

LA POÉSIE EN PLEIN AIR

Les théâtres de verdure furent toujours familiers aux poètes et aux jeunes auteurs. Maintes œuvres, créées sur des scènes de plein air, furent reprises par les mêmes subventionnés, et fournirent une œuvre brillante. Continuant une louable tradition, M. Irénée Maugé, directeur de la Compagnie de la Pré-Catelan, une œuvre nouvelle de M. Raymond Genly, de nous connaissons déjà des œuvres charmantes, spirituelles et fortes, les *Ames témoins*, le *Joli Rôle*, etc. Cette fois, M. Genly nous la scène avec une œuvre de longue haleine, qui le classera parmi les meilleurs des poètes dramatiques. *Princesse de l'été* est, dit-on, une pièce pleine de fantaisie, d'esprit et de lyrisme. L'interprétation sera excellente avec Mlle Renée Pary, M. Joffé, MM. Max de Rieux, Henry-Robert, Max-Pérol, Angély, avec M. Maximilien, le défenseur éloquent du théâtre hétéroclite, qui, tout en interprétant un des nombreux rôles, a mis la pièce en scène. Le spectacle se terminera par *Tu Reviens*, à-propos d'actualité brûlante de Mlle Jeanne d'Orléans, avec Mlle Bertille Le...

Opéra. — Ce soir, en représentation gratuite, *Songes et Poésies*.

En même temps que Mme Lipkowska, dans le rôle de Gilda, M. Rouard fera, lundi, rentrée dans le rôle de Rigoletto, aux côtés de MM. Laffitte, Gresse, Narçon, Mlle Anné, Bardot.

Mlle Le Senné, Mireille, Berthon, M. Laffitte, Jounet, Nansen, Gresse, Noël, seront, mercredi prochain, les principaux interprètes de l'Opéra.

Opéra-Comique. — A partir du 5 août, le nouveau des abonnements de l'Opéra-Comique sera fermé pendant une quinzaine de jours. On pourra adresser ses demandes d'abonnement à Mme Bin, à l'Opéra-Comique, 5, rue Favart.

Une société coopérative d'auteurs dramatiques. — Ainsi que nous l'avons annoncé, les auteurs dramatiques ont constitué une société coopérative, dont l'initiative est due à MM. Lucien Descaux, Adolphe Aderer et M. Albert Morhardt. Le directeur de cette société est M. Darzens, directeur du Théâtre des Arts ; l'administrateur, M. S. Sand...

Les auteurs qui se sont groupés sont, par ordre alphabétique : MM. Aderer, Darzens, Lucien Descaux, Georges Duhamel, Ephraïm, Grotte, Longmand, Alfred Mortier, Paul Morhardt, Nozière, Quimont, François Porché, Maurice Pottecher, Jules Ronsard, Saint-Georges de Bouheller, Fernand Vandenbergh et François de Curel. Les auteurs sont prêts. Si le succès couronne leurs efforts, ils ont l'intention d'appeler à eux des jeunes qui n'auront pas de représentants.

Le théâtre ouvrira à la fin de septembre une pièce de M. Saint-Georges de Bouheller, les *Esquisses* : une pièce de M. de Saint-Georges de Bouheller, puis une comédie de Marcel Girelle, le *Moyen d'empêcher*.

Comédie. — Rappelons que la *Présidente* aura plus que trois représentations. La répétition générale de *A Bon Chat*, de M. Pierre Viber et Marc Marcin, aura lieu mardi 5 août, à 14 h. 30.

PETITES NOUVELLES

Mlle Madeleine Lély fera sa rentrée dans une pièce nouvelle de M. Pierre Frondaie.

Le Palais-Royal fera sa réouverture avec *Hercule à Paris*, comédie-revue de MM. Rip et Béral, qui, dans les premières scènes, seront joués par Mlle Sully, Mlle Lély, Mary Tonjoux, MM. Le Gall, Charles Lutz.

Une pièce nouvelle de M. Gabriel d'An-

... ayant trait à la guerre, sera montée la saison prochaine à Paris.

BRICHANTEAU.

VARIÉTÉS

Succès 100 me 2 h. 1/2 de gaîté

Un Mariage Parisien

Opérette à grande mise en scène

THEATRE-ANTOINE. — Demain, en matinée, *Chambre à part*, l'amusante comédie de Pierre Veber, Fautouils de 2 à 8 francs. Location gratuite.

CAPUCINES. — Le succès du *Bonheur de la Femme* est tel qu'on refuse du monde à chaque représentation, aussi est-il remanié de louer ses places à l'avance, spécialement pour les représentations de dimanche.

AMBASSADEURS. — Hâtez-vous ! La splendide revue *Shocking* n'aura plus que cinq jours de représentation. Toute la troupe défilait à Deauville, le 8 août, avec cette amusante revue, y compris le sensationnel *Défilé des Dames à marier* ! Demain, dernière matinée.

Les violences contre les détaillants

Le ministère du Ravitaillement nous communique la note suivante :

Contrairement à certaines informations tendancieuses, qu'il est à peine besoin de relever, le ministre du Ravitaillement ne peut que réprimer les violences commises contre quelques détaillants, sous prétexte d'exagération des prix. Il n'appartient à personne de se faire justice. Les organes de répression que les pouvoirs publics créent et renforcent chaque jour suffiront à mettre fin aux abus. C'est seulement dans l'ordre et la sécurité que les transactions commerciales pourront reprendre leur cours normal au grand avantage du public.

Le cabinet du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement

M. Paul Leroy, sous-directeur au ministère de l'Agriculture, est chargé de la direction des services du cabinet du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.

M. Jules Martinie, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est délégué dans les fonctions de chef de cabinet.

M. Roger Ribière, docteur en droit, diplômé des sciences politiques, est nommé chef adjoint du cabinet.

M. Joseph Noulens, sous-chef de bureau au ministère des Travaux publics, est nommé chef du secrétariat particulier.

M. Jean Lefranc, avocat à la Cour, est nommé attaché au cabinet.

MM. Charles Marchand et René Fayssat sont nommés attachés au cabinet.

Fin du conflit chez les boutonnières

La chambre syndicale des fabricants de boutons a cessé, au ministère du Travail, avec la section autonome des ouvriers boutonnières, la guerre d'attrition, une convention qui met fin au conflit qui existait dans la corporation depuis plusieurs semaines.

La convention fixe les prix moyens sur lesquels seront établis les tarifs à l'heure et aux pièces des diverses catégories d'ouvriers et d'ouvrières de la corporation.

Cette convention prévoit aussi le maintien du salaire aux pièces et le paiement des ouvrières exécutant les travaux d'hommes à salaire égal pour rendement égal.

L'enquête du vice-amiral Moreau

Toulon, 1^{er} août. — Le vice-amiral Moreau, vice-président du conseil supérieur de la marine, attendait le retour du croiseur cuirassé *Waldeck-Rousseau* pour terminer sa mission d'enquête.

Il s'est rendu hier matin et hier après-midi à bord de ce navire sur lequel se trouvent les modèles de guerre qui auront à régler des faits qui se déroulent sur nos bâtiments dans la mer Noire.

L'amiral Moreau a recueilli divers témoignages et a quitté aujourd'hui Toulon pour Paris.

LES SPORTS

LE NOUVEAU RECORD DU NAGEUR POUILLEY

Le nouveau record des 100 mètres nage libre, que Pouilley vient de s'attribuer jeudi à la Piscine de la Gare, n'est pas, si l'on peut ainsi parler, un record inattendu. Pouilley, en effet, qui est le champion de Paris actuel, et probablement notre meilleur spécialiste des courses de vitesse, détenait déjà, depuis le 21 juin dernier, le record des 100 mètres en 1 m. 11 s. 2/5 et il se promettait d'abaisser ce temps : dès que toutes les facilités d'entraînement lui seraient données. Il a nagé hier les 100 mètres en 1 m. 10 s. 4/5. Peut-être y a-t-il lieu d'espérer que Pouilley fera encore mieux demain à Tourcoing, où, stimulé par la concurrence de nageurs réputés, comme l'Alsacien Fleck, il aura à s'employer à fond pour gagner le titre de champion de France.



Dans la force de l'âge — il a à peine vingt-cinq ans — Pouilley nage en soute...

ATHLÉTISME

Le Prix du Molinari. — Cinq coureurs français, deux pour les épreuves de vitesse, Scurin et Thard ; un pour le 800 mètres, Brossard ; un pour le 1.500 mètres, H. Delval, et enfin Guillemet, pour le demi-fond, vont partir ce midi pour Londres, pour y porter nos couleurs dans la grande réunion organisée lundi au profit d'œuvres de guerre par le club londonien Molinari A.C.

Vers les Olympiades de 1920. — Le Finlandais E. Tuulos vient de s'adjuger le record européen du triple saut, en franchissant 15 m. 30. D'autre part, à Christania, deux nouveaux records viennent d'être établis : l'un par Haistedt,

qui parcourt le mille (1.600 m.) en 4 m. 27 s. 7/10, et l'autre par le Tjaive A.C., dont l'équipe réussit à couvrir le 400 mètres relais dans le temps remarquable de 44 secondes. Rappelons qu'à Stockholm, en 1912, les Allemands avaient fait le meilleur temps avec 41 s. 2/3.

Le Concours national de tir. — Voici les principaux résultats de la troisième journée : Fusil, 200 mètres. — Maîtres tireurs : Parnentier, 55 ; 54 ; Giordani, 51 ; Vichos, 55 ; Roës, 53. Cartons consécutifs : Roës, 24 ; Vichos, 29 ; Parnentier, 19 ; Valler, 16 ; Montanant-colonel Robert Sears, 14 ; Henry Elienne, 11 ; Plankart, 11 ; Giordani, 10 ; Gandon, 10. Pistolet, 50 mètres. — Desart, 1-10 ; Auvray, 2-37 ; Jung.

Revolver, 20 mètres. — Barbillat, 2-56 ; 4-55 ; Cusson, 1-55 ; Gandon, 1-55. Maîtres tireurs : Dubois, 56 ; Rogaud, 55 ; Cusson, 53 ; Soubiase, 53 ; Keall, 50.

Carabine, 12 mètres. — La Juppé, 16 ; Gouéry, 1. Maître tireur : Arronson, 53. Carabine, 10 mètres, dames. — Ont fait le maximum : Mmes Johnson, Dupuis. Maître tireur : Dupuis. Prix des Dames : Mmes Dupuis et Vichos.

Le nouveau bureau de la Fédération. — La Fédération française de boxe, vient de procéder à la nomination de son bureau, qui est constitué comme il suit : Président : M. Paul Rousseau ; vice-président : MM. Van Rosse, Pujol et Bourdard ; secrétaire général : M. Frantz-Reichel ; trésorier : M. Bach ; secrétaire des commissions : M. Capdevielle.

COURSES

COURSES A DEAUVILLE

PRÉVISIONS

Prix de Hennequeville. — SCAMBIETTO, Fille de Guerre H.

Prix de la Terrasse. — KINGDOM, Good Luck II.

Prix du Golf. — PRINCESS MAPALDA, Montagnard.

Prix de Normandie. — LARRIKIN, Mont-faucon.

Prix de la Reine Mathilde. — DANSEUR DU ROI, Patouillot.

Prix de la Société des Steeple-Chases. — FONRAUD, Thistlo.

EXCURSIONS EN AUTOBUS

La Compagnie Générale des Omnibus organisera pendant le mois d'août, chaque dimanche et le jour de l'Assomption, des excursions en autobus pour la vallée de Chevreuse, L'Isle-Adam, Saint-Germain et Versailles. Voir les affiches apposées dans les voitures.

En outre, la Compagnie Générale des Omnibus loue des autobus pour excursions particulières. S'adresser : 53 ter quai des Grands-Augustins (service de l'exploitation).

EN ÉTÉ
comme en toute Saison
PROTÉGEZ
vos Bronches et vos Poumons
SOIGNEZ
vos Rhumes aigus, vos Laryngites,
vos Bronchites chroniques
TONIFIEZ, FORTIFIEZ
vos
VOIES RESPIRATOIRES
à l'aide des
PASTILLES VALDA
ANTISEPTIQUES

Procurez-vous-en de suite, mais refusez les pastilles qui vous seraient proposées au détail ; ce sont TOUJOURS des imitations. Vous ne serez certains d'avoir

LES VÉRITABLES Pastilles VALDA
que si vous les achetez en Boîtes de 1 fr. 90 impôt compris portant le nom **VALDA**

VILLEGIATURES
Les Alpes françaises
AIX-LES-BAINS MIRAHEAU
Maison de famille. — Un parc privé ; tennis ; garage.

LES ALPES FRANÇAISES
fait suite à LA COTE D'AZUR, et est la revue de la région alpine et du Mont-Blanc. Publie la liste officielle des étrangers. L'homme de LA COTE D'AZUR, à Nice, L. Andréani, directeur, reçoit abonnements et publicités pour EXCELSIOR.

THUËS — LES BAINS (Pyr.-Océ.) Au 700, Tiers, 1^{er} mandat de participation. Établis, thermal, mod. 100 chaudières, d'eau. — Thuès-les-Bains.

THUËS — LES BAINS (Pyr.-Océ.) Au 700, Tiers, 1^{er} mandat de participation. Établis, thermal, mod. 100 chaudières, d'eau. — Thuès-les-Bains.

VERNET-LES-BAINS
JOUVEZ, directeur, 1^{er} mandat de participation. Établis, thermal, mod. 100 chaudières, d'eau. — Vernet-les-Bains.

ŒUFS EN POUDRE LAYTON

Vous pouvez préparer avec les Œufs en Poudre Layton :
les mêmes omelettes, œufs brouillés, sauces, crèmes, gâteaux, puddings, entremets, qu'avec les œufs en coquille.

Omelette Brabançonne
Mettre 4 cuillerées à soupe de poudre d'œufs Layton, assez pleines, dans 12 cuillerées à soupe d'eau tiède et laisser dissoudre pendant une vingtaine de minutes. Emincer des blancs de poireaux en rondelles ; les laver à l'eau très chaude et les mettre cuire doucement avec du beurre frais dans une casserole couverte, en évitant de leur faire prendre couleur et en les remuant souvent. Une fois cuits, les égoutter de leur beurre, en ajouter 2 cuillerées dans les œufs Layton, ainsi qu'une pincée de cerfeuil, et confectionner l'omelette.

Œufs cuits au lait.
Laisser dissoudre pendant une vingtaine de minutes six cuillerées à soupe, assez pleines, de poudre d'œufs Layton dans dix-huit cuillerées d'eau. Les mélanger doucement avec 150 gr. de sucre fin. Ensuite, verser doucement dessus un litre de lait bouillant, sans cesser de mélanger le tout avec le fouet ou une fourchette. Laisser reposer quelques minutes ; écumer la mousse produite au dessus ; passer doucement au chinois ou à la passoire fine, et mettre cuire selon l'usage.

Les œufs en poudre LAYTON

sont en vente dans toutes les bonnes Maisons d'Alimentation.
2 fr. 50 le godet de 12 œufs, 4 fr. 75 le godet de 24.
Gros : Société d'Alimentation Générale, 15, rue du Louvre, Paris.

MONUMENTS FUNÉRAIRES ET COMMÉMORATIFS

GAUDIER-FÉMEAUX AUL NOYE
MAISON FONDÉE EN 1870. MÉDAILLÉE D'OR LYON 1914
Entrepris à forfait
Album en communication franco sur demande

RASOIRS & LAMES GILLETTE
KIRBY, BEARD & CO. L^{ds}
5, Rue Auber, PARIS

PNEUS & CORDES PALMER
LE CRÉATEUR DE LA CHAPE FROIS NEUVES 14, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)
MARIAGES toutes situations, La Revue Matrimoniale, 36, rue St-Sulpice, Paris.

PASTILLES MIRATOR Constipation
3 fr. CHATEL GUYON 3 fr.

MARIAGES riches et pour toutes situations. Maison de confiance. De 2 à 6 h. M^{lle} Carlie, 64, rue Dancrémon.

LE PERREUX Allée de Bellevue, 40. Villa 9 pièces. Eau, gaz, électricité, bain, chauff. centr. Ecurie. Vue étendue. 1.735 m. Prix : 50.000 fr. Facilités.

MAIGRIR c'est Rajeunir Les Gouttes de GIGARTIN 121, Avenue Marignan, 121, boulevard de la Madeleine, Paris. Les Gouttes de GIGARTIN ont été créées par le Docteur GIGARTIN, avec ce Goutte on ne grossit jamais. Le Flacon : 20 fr. Gouttes HYGIÉNIQUES, 24, r. Etienne-Marcel, Paris.

EXCELSIOR
RÉDACTION ET ADMINISTRATION 20, rue d'Enghien, Paris
Téléph. Guit. : 02-73 — 02-75 — 02-80

PUBLICITÉ, 11, bd Italiens. 761. Guit. 12-45. Cent. 10-58

TARIF DES ABONNEMENTS
France... 3 mois, 14 fr. ; 6 mois, 26 fr. ; 1 an, 50 fr.
Étranger... 3 mois, 23 fr. ; 6 mois, 42 fr. ; 1 an, 82 fr.

Le gérant : VICTOR LAURENAT.
Paris, VERDIER, Imprimeur, 18, rue d'Enghien.

